

BILAN DU FORUM

Réduire les obstacles pour favoriser la relance féministe

DU 21 AU 23 FÉVRIER 2023

Ce bilan rassemble les enjeux et les quelques pistes de solutions nommées au cours des présentations et des discussions lors des trois jours de forum.

PERSONNES PRÉSENTES :

Milieux variés (communautaire, universitaire, médical...)

THÈMES :

Le logement
La situation économique
La sécurité

Consultez le rapport en format PDF



ENJEU:

La cohabitation et le vivre ensemble



PRÉCISIONS ET CONTEXTE :

- Les préjugés et les biais alimentent les divisions et la méfiance
- Les réalités de vie différentes rendent parfois inconfortable le voisinage
- L'accès au logement est encore plus limité lorsqu'on est racisée

PISTES DE SOLUTIONS:

- Trouver des points de ressemblance entre résidentes (ex.: vécu similaire, avoir des enfants, etc.)
- Éduquer/sensibiliser la population pour réduire les préjugés
- Créer des espaces de solidarité et des milieux de vie enrichissants[1]
- Conceptualiser l'architecture et l'aménagement urbain/paysager selon les principes de l'ADS+
- Amener le gouvernement/les instances à reconnaître:
- L'importance de la mixité
- L'existence et la présence du racisme systémique au Québec

[1] Inspiration: la SHAPEM (www.shapem.org/mission)

ENJEU:

L'accessibilité aux logements et la crise du logement



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Cet enjeu touche maintenant les gens ou les familles à revenus moyens
- Les listes d'attentes ne cessent d'augmenter dans les ressources
- On doit souvent déménager de quartier et être déracinée de son milieu de vie à la suite d'un parcours dans une ressource d'hébergement, en raison de la hausse des loyers
- Le choix et le pouvoir d'agir sont de plus en plus limités, car on est souvent confronté à devoir accepter un logement sous le seul motif qu'il est disponible.

PISTES DE SOLUTIONS:

- Créer des plateformes de revendications et organiser plusieurs rencontres avec différent.es élu.es
- Réunir les porteurs.ses de projets de construction[2]
- Augmenter le temps d'hébergement dans toutes les ressources d'hébergement/logement, pour laisser le temps aux femmes de se reconstruire
- Éduquer/sensibiliser les propriétaires pour réduire les préjugés
- Créer une simulation réaliste de vie et la faire passer à un.e élu.e de la CAQ (ex.: recherche d'appartement avec un faux compte de femme issue de la minorité visible et mère de deux enfants)
- Amener les instances gouvernementales à:
  - Reconnaître le logement comme droit fondamental
  - Valoriser concrètement les promoteurs.es qui ont des intentions sociales, humaines, écologiques
  - Voir le logement social comme une solution pour toute la population, pas seulement pour les personnes vulnérables[3][4]
  - Diminuer la bureaucratie pour le Programme Supplément au Loyer (PSL)
  - Simplifier le processus d'inscription pour les HLM
  - Abolir la clause F
  - Retirer le critère de preuve de résidence d'un minimum de 12 mois dans la région, demandé dans certains programmes, pour accommoder les femmes sans domicile fixe et nomade, notamment.
  - Augmenter le nombre de logements à vocation sociale et abordable
    - Assurer le logement d'urgence pour toute personne, en tout temps
    - Réduire le coût de construction de ces logements
    - Limiter la construction de condos locatifs
    - Préserver une variété dans l'offre de logements sociaux (mixte/non-mixte, court terme/permanent, etc.)
  - Montréal: Revisiter le règlement 20-20-20 pour qu'il fonctionne et ait un réel impact[5]

[2] Par exemple, l'initiative Forces fraîches : www.forcesfraiches.ca

[3] K. Scanlon et H. Vestergaard, Dans: Le logement social en Europe au début du XXIe siècle (dir: Lévy-Vroelant, C. et Tutin, C.), Chapitre VI. Danemark, ou l'art de résoudre des problèmes inexistants, p. 115-124. Lien URL: https://books.openedition.org/pur/26601?lang=fr#bibliography

[4] I. Ducas. Logement social : les leçons de Vienne (2021). Lien URL: https://www.lapresse.ca/actualites/2021-10-13/la-presse-en-autriche/logement-social-les-lecons-de-vienne.php

[5] https://montreal.ca/articles/metropole-mixte-les-grandes-lignes-du-reglement-7816

ENJEU:

La discrimination et le cercle vicieux des précarités



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Plus les problématiques vécues au quotidien sont grandes, plus l'accessibilité aux services semble difficile
- Motifs courants de discrimination :
  - Être femme
  - Avoir des enfants
  - Mère mono/soloparentale
  - Enjeux de santé mentale
  - Problèmes de consommation
  - Bénéficier de l'aide sociale
  - Vivre ou avoir vécu en logement social
  - Type d'emploi
  - Langue
  - Minorité visible
  - Diversité culturelle et religieuse
- Certaines femmes qui vivent un divorce ou une séparation voient leur profil financier impacté
- L'accessibilité aux services/logements/ressources pour les femmes sans statut est très restreinte
- L'internalisation de certaines moeurs chez les nouvelles arrivantes force parfois à rester dans une situation de violence, car il peut être mal vu d'habiter seule
- À défaut de trouver un logement ou une ressource appropriée, il est fréquent qu'une femme doive retourner avec un conjoint violent

PISTES DE SOLUTIONS:

- Développer des services d'accompagnement et des formations dans les HLM (ex.: cours de littératie financière, projet de vie, etc.), pour briser le cycle de précarité
- Développer des projets de partage et d'entraide sous différentes formes pour briser l'isolement et offrir du répit (ex.: échanges de services, épiceries communes, etc.)
- Augmenter le temps d'hébergement dans toutes les ressources d'hébergement/logement, pour laisser le temps aux femmes de se reconstruire
- Éduquer à grande échelle pour mieux faire connaître les précarités, traumas et réalités variées
- Amener les instances gouvernementales à faire des investissements sociaux (logement, garderies, etc.), qui contribuent au bien-être et à l'autonomie des femmes.[6]

[6] Boucher, Lamarche et Gentil. Cahier de transfert de connaissances : Les mères monoparentales et la protection sociale fiscale (2022). Lien URL: https://ciaft.wpcomstaging.com/cahier-de-transfert-de-connaissances-les-meres-monoparentales-et-la-protection-sociale-fiscale/

ENJEU:

Avoir des enfants limite l'accès au logement



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- On constate une pénurie de logements accessibles et proportionnés pour les familles à plus de deux enfants
- Le nombre d'enfants augmente les possibilités de discrimination
- La discrimination des mères monoparentales est réelle et courante
- Les critères des ressources d'hébergement/logement incluent souvent une limite de nombre d'enfants

ENJEU:

Le choix de critères et de candidature relève souvent des propriétaires



PISTES DE SOLUTIONS:

- Créer un canal de communication entre les propriétaires, les locataires et les milieux communautaires pour mieux comprendre leur réalité respective
- Amener les instances gouvernementales à:
  - Réglementer davantage les propriétaires
    - Pour les critères d'acceptation de locataires (ex.: donner une amende lorsqu'on signale une annonce discriminatoire)
    - Lorsque celleux-ci possèdent un certain nombre de logements, en réserver obligatoirement un pourcentage à du logement social
  - Supprimer le processus d'enquête de crédit pour l'accès au logement

ENJEU:

Le harcèlement et la violence envers les femmes de la part de voisins, concierges et propriétaires

PISTES DE SOLUTIONS:

- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- Éduquer davantage les témoins



ENJEU:

Le Programme Supplément au Loyer

est trop complexe, peu accessible, peu réaliste et il remet le choix entre les mains des propriétaires

PSL

PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Le contact avec l'Office Municipal d'Habitation (OMH) est difficile
- Les demandes de PSL engendrent beaucoup d'étapes administratives qui alourdissent le processus
- Les critères d'admissibilité sont trop nombreux
- Le nouveau programme de PSL d'urgence pour victimes de violence conjugale impose une limite irréaliste aux appartements de 1400$ maximum

PISTES DE SOLUTIONS:

- Amener les instances gouvernementales à:
  - Modifier le PSL afin que
    - ce programme soit accessible à toustes indépendamment du revenu
    - le coût mensuel maximal du loyer pour ce programme soit augmenté
    - l'OMH assume la responsabilité complète du loyer et que la locataire paie sa contribution de 25% directement à l'OMH. La relation locataire-propriétaire serait donc d'avantage positive et l'engagement au PSL plus attirant pour les propriétaires.
  - Simplifier l'accessibilité à ce type de services (moins d'étapes/de délais)

ENJEU:

La mobilisation qui a peu de poids (petit nombre)

PISTE DE SOLUTION:

- Que les différentes luttes se mobilisent pour prendre position, manifester, revendiquer (force du nombre)



ENJEU:

La surcharge dans le communautaire



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Les ressources d'urgence peinent à mettre un terme au séjour de certaines femmes, sachant qu'elles auront de la difficulté à trouver une place ailleurs
- Le manque de place dans les ressources d'urgence force certaines femmes à chercher de l'aide auprès des ressources inadéquates
- Certains critères limitent les femmes à accéder à des services (ex.: nombre / âge des enfants)

PISTE DE SOLUTION:

- Collectiviser les défis face aux enjeux structurels en contexte d'intervention, notamment en matière de pénurie et de prix des logements

ENJEU:

Conséquences au phénomène d'étalement urbain

PRÉCISIONS ET CONTEXTE::

- Inaccessibilité d'un système ou d'une proximité des transports en commun
- Difficulté des services à rejoindre les potentielles bénéficiaires
- La rareté des HLM en région expose davantage les femmes, créant un enjeu de sécurité



AUTRES ENJEUX:

Certaines régions n'ont pas de comité logement

La visibilité des organismes auprès de la clientèle dans le besoin

L'itinérance cachée

L'itinérance des personnes âgées

Être étiqueté quand on habite une ressource reconnaissable dans un quartier


SITUATION
ÉCONOMIQUE

ENJEU:

On observe un cycle de pauvreté avec le retour aux études



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- La scolarisation est un droit
- Le retour aux études est difficile, coûteux, rempli d'embûches et de stresseurs
- Les établissements scolaires mettent de l'avant les règles administratives, plutôt que l'humain
- Les démarches administratives sont longues et multiples
- Le manque de souplesse de certains établissements influence le taux d'abandon des études, notamment par des stages inadéquats
- Il y a une impression fréquente de devoir travailler en double et prouver sa place dans un programme d'études:
  - Jongler entre études/stages/emploi étudiant est très exigeant, parfois impossible
  - On doit avoir un parcours scolaire sans faille lorsqu'on est bénéficiaire de services, sinon on nous retire ceux-ci
- Il y a une incompréhension de la réalité des mères mono/soloparentales en milieu scolaire (ex.: coupure de stage ou de programme à la suite des absences pour s'occuper de l'enfant)
- La simplification de l'accès aux études en ce contexte de pénurie de main-d'oeuvre est nécessaire pour faciliter le retour ou la rétention aux études

PISTES DE SOLUTIONS:

- Médiatiser les problématiques
- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- Amener les responsables de programmes d'études à adopter une approche plus humaine/personnalisée (ex.: prioriser le motif d'absentéisme plutôt que le taux d'absentéisme avant l'expulsion d'un programme)
- Amener les instances gouvernementales à:
  - Déresponsabiliser les individus de cette problématique systémique (inflation, crises, etc.)
  - Changer la méthode de traitement des dossiers à Emploi-Québec
  - Améliorer le mode de fonctionnement actuel des institutions scolaires
  - Prendre connaissance de l'ADS+
  - Prendre davantage en considération la réalité des femmes mono/soloparentales

ENJEU:

Le manque de connaissances générales et d'éducation sur la gestion personnelle des finances et sur les services disponibles



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Certaines femmes en situation précaire ont des difficultés de gestion de budget de base
- On constate une plus grande difficulté d'accès au marché du travail pour les femmes et un manque d'instruction généralisé sur le sujet
- Certaines femmes ignorent leurs options de conditions de travail (par ex.: RQAP)

PISTES DE SOLUTIONS:

- Développer des services d'accompagnement et des formations dans les HLM (ex.: cours de littératie financière, projet de vie, etc.), pour briser le cycle de précarité
- Amener les instances gouvernementales à:
  - Réintroduire et mettre à jour les cours d'économie familiale dans les écoles, incluant des cours de gestion personnelle financière pour toustes
  - Investir davantage dans des campagnes d'information, de formation et d'éducation collective
  - Restreindre/limiter l'accès au crédit dans les institutions financières, pour obliger à budgéter uniquement avec les revenus qu'on possède (exemple vu durant la pandémie - moins d'endettement)

ENJEU:

La difficulté à aller chercher de l'aide (isolement, manque de connaissances, dignité)



PISTES DE SOLUTIONS:

- Développer des réseaux d'entraide et de partage
- Amener les instances gouvernementales à réduire les obstacles et les délais administratifs (ex.: mère qui demande l'aide sociale; on lui demande de faire d'abord une demande de pension alimentaire, occasionnant des délais juridiques et un stress supplémentaire)



ENJEU:

La déshumanisation dans les milieux administratifs

PISTES DE SOLUTIONS:

- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- Amener les instances gouvernementales à :
  - Reconnaître davantage la mono/soloparentalité dans les procédures administratives (ex.: devoir obtenir les coordonnées de l'autre parent pour certaines démarches crée des situations indésirables)
  - Reconnaître que toute personne en situation de précarité a des droits (notion erronée de « bon/mauvais pauvre » qui persiste en trame de fond)

ENJEU:

L'accès au transport est un facteur de maintien dans la pauvreté

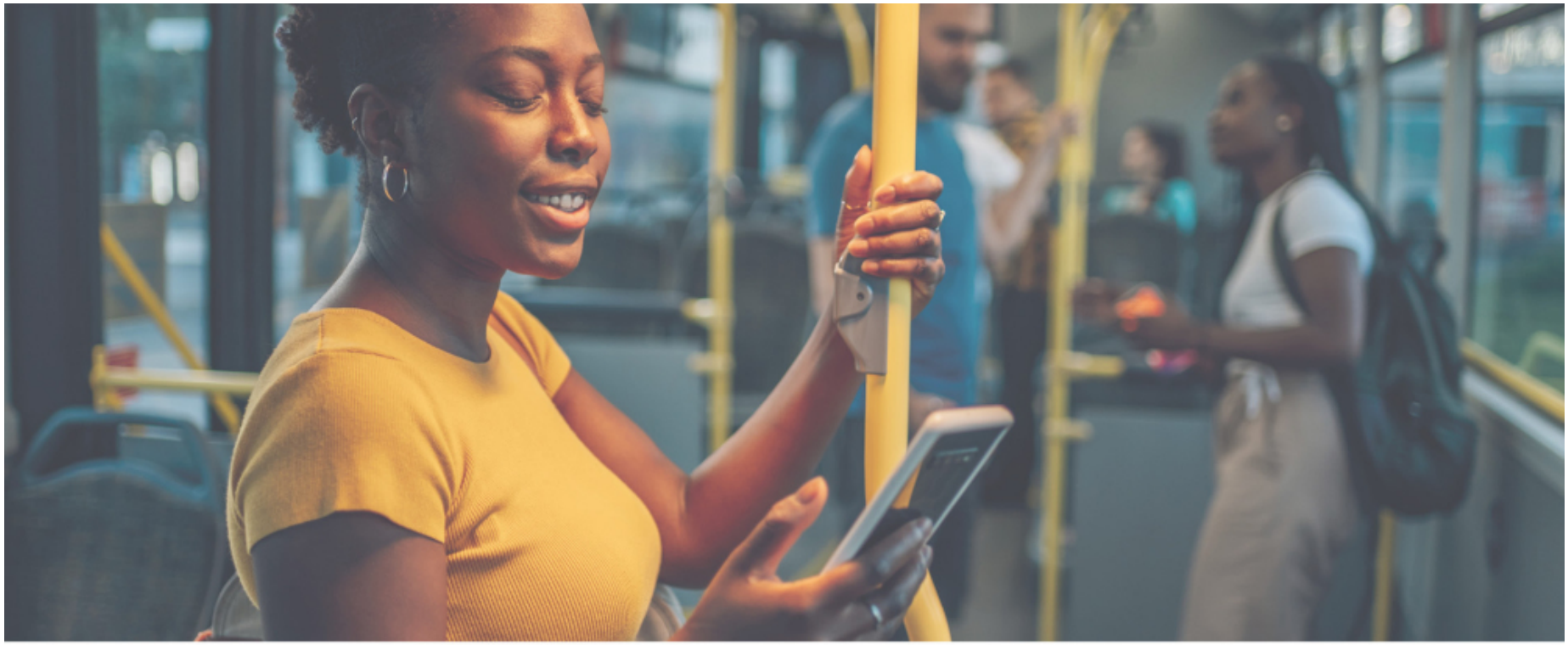


PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- La charge mentale, la complexité et la durée des déplacements en transports en commun sont considérables
- Cette logistique complexe force parfois à être dépendante d'un conjoint qui possède une voiture et freine la prise de pouvoir
- Une femme prise en situation de précarité peut être limitée pour l'accès au crédit (achat de voiture parfois difficile)
- L'accès à l'emploi est parfois limité si le lieu de travail est à plus d'une heure de transport avec plusieurs transferts

PISTES DE SOLUTIONS:

- Développer de meilleures plateformes de covoiturage
- Amener les instances gouvernementales à:
- Reconnaître le droit à la mobilité comme un droit fondamental
- Financer davantage les transports collectifs
- Offrir une tarification sociale (rabais, remboursements ou gratuité selon le revenu)
- Augmenter l'accessibilité aux transports collectifs dans les quartiers industriels et éloignés des centres
- Développer le réflexe de concertation publique dans les institutions qui réfléchissent au transport, particulièrement les mères monoparentales et les personnes aînées (comités, consultation, etc.)
- Appliquer l'ADS+ dans les projets liés au transport
- Encourager et rendre les initiatives de covoiturage plus facile d'accès par des incitatifs financiers



ENJEU:

La sécurité dans les transports et les rues décourage de circuler en transport en commun

PISTES DE SOLUTIONS:

- Amener les villes à employer des sentinelles en plus des caméras
- Appliquer l'ADS+ dans tout nouveau projet d'infrastructure et d'aménagement
- Éduquer davantage les témoins de violence et de harcèlement dans les lieux publics
- Développer des projets pour la sécurité des piétons
- Développer le réflexe de concertation publique dans les institutions qui réfléchissent au transport, particulièrement les mères monoparentales et les personnes aînées (comités, consultation, etc.)


SÉCURITÉ

ENJEU:

La violence et le harcèlement courants de la part de voisins, concierges et propriétaires

PISTES DE SOLUTIONS:

- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- Éduquer davantage les témoins



ENJEU:

Les formes de violences dites « subtiles »

(contrôle coercitif, harcèlement de rue, violences vécues en milieu médical, etc.)



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Ce type de violence est encore tabou et méconnue
- Il est difficile d'obtenir des preuves et faits concrets
- On connaît presque toutes une victime de ce genre de violence
- On perçoit une « hiérarchie des violences » en société, c'est-à-dire qu'on intervient plus facilement auprès de violences visibles
- Les violences « subtiles » sont plus souvent banalisées

PISTES DE SOLUTIONS:

- Mieux informer et éduquer sur le sujet, grâce à des illustrations et moyens variés (ex.: livret sur le contrôle coercitif[7])
- Faire de la diffusion d'information sur les réseaux sociaux et de différentes manières pour permettre aux proches de victimes de partager indirectement l'information et rejoindre un public varié
- Éduquer davantage les témoins
- Développer un espace pour mettre en lumière et en commun ces violences
- Créer des formations ciblées sur ces violences pour le milieu communautaire
- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- En milieu médical, informer davantage sur le droit d'une patiente à demander l'anesthésie ou les antidouleurs avant un traitement[8]
- Amener les instances gouvernementales à:
  - Financer davantage les organismes qui donnent de la formation ou qui diffusent l'information sur ces sujets
  - Éduquer et faire de la prévention en milieu scolaire sur le pouvoir du non-jugement, de l'écoute, du consentement, du respect de soi, du respect des autres et de l'estime de soi

[7] https://maisons-femmes.qc.ca/publications/ce-nest-pas-de-lamour-cest-du-controle/

[8] Article intéressant: https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1964840/sterilet-biopsie-douleur-gyneco-logue-anesthesie?utm_campaign=later-linkinbio-radiocanadainfo&utm_content=later-33954408&utm_medium=social&utm_source=linkin.bio

ENJEU:

Le manque d'intervention de la protection de la jeunesse quand un conjoint est violent envers la mère

(et non envers les enfants)

PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Bien que le fait d'être témoin de violence figure maintenant dans les facteurs de compromission (DPJ), on constate que la définition de cette violence est parfois floue, comme c'est le cas avec la violence coercitive

PISTE DE SOLUTION:

- Encourager la formation dans les institutions (ex.: Tribunal de la famille) pour faire reconnaître l'enfant comme co-victime de violence conjugale et mieux reconnaître la violence conjugale/familiale



ENJEU:

La crainte à dénoncer et à porter plainte



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Ces enjeux sont souvent liés à des rapports de pouvoir normalisés en société
- Une personne vulnérable (ex.: une mère postpartum) aura peu d'énergie pour dénoncer
- Les délais administratifs et le doute envers la victime découragent

PISTES DE SOLUTIONS:

- Récolter et diffuser un maximum de témoignages
- Développer les espaces sécuritaires pour favoriser la dénonciation et accompagner les victimes
- Diffuser davantage l'information sur comment porter plainte
- Développer des stratégies sur comment aborder le sexisme et les rapports d'oppression en milieux communautaire et médical (formation, diffusion d'information)
- Conscientiser à différentes échelles (communautaire, municipal, national, scolaire, etc.) sur ce qui est perçu comme une violence

[9] Exemple intéressant: https://www.1000femmes1000vies.com/les-temoignages



ENJEU:

La crainte à aller chercher des soins pour les personnes racisées[10]



[10] Source intéressante: Empreintes de résistance, d'Alexandra Pierre (Remue-ménage, 2021)

[11] https://decadree.com/le_webzine/james-marion-sims-pere-de-la-gynecologie-a-quel-prix/

PISTES DE SOLUTIONS:

- Mieux comprendre et conscientiser d'où viennent ces craintes
- Éduquer le public sur les pratiques de James Marion Sims, qu'on utilise encore comme référence en milieu médical et dans les cursus universitaires[11]
- Défaire ce qui est encore véhiculé dans les cursus de médecine comme croyances par rapport aux femmes noires
- Sensibiliser le corps médical sur l'effet les préjugés
- Créer des liens de confiance avec certaines communautés (organismes de proximité)
- Développer des «labels» de confiance en milieu médical destinés aux communautés racisées, au même titre que « approche LGBTQ »
- Développer un répertoire de praticien.nes ayant une pratique respectueuse vérifiée (ex.: gynéco positive), pour les personnes issues des communautés racisées

ENJEU:

Il est difficile de faire comprendre aux instances que certaines femmes refusent certains services



PRÉCISIONS ET CONTEXTE:

- Les milieux d'hébergement mixtes découragent certaines femmes, à cause de traumas en lien avec les hommes
- Le parcours de violence et le vécu des femmes victimes incluent souvent plusieurs autres aspects en même temps (ex: consommation, itinérance, vie de couple, etc.)
- Il y a un besoin important d'hébergements non-mixtes, pour ces femmes victimes de violence multiples qui ne se sentent pas à l'aise en présence d'hommes

ENJEU:

Dans certaines cultures, le contrôle coercitif est un rapport normalisé dans le couple, ajoutant une barrière supplémentaire pour démystifier les violences

PISTES DE SOLUTIONS:

- Sensibiliser les nouveaux.elles arrivant.es sur les pratiques et moeurs québécoises
- Développer des réseaux d'entraide et de partage entre nouvelles arrivantes
- Former davantage les intervenant.es aux approches interculturelles
- Former davantage les intervenant.es sur les parcours post-migratoires
- Développer le travail de proximité ciblé pour dépister plus facilement les violences cachées



Ce projet est financé par Femmes et Égalités des genres Canada

Femmes et Égalité des genres Canada
Women and Gender Equality Canada

Canada

Avec la collaboration de la Table des groupes de femmes de Montréal





Restez informé-e des prochains événements à venir en devenant membre du HUB!

Qu’est-ce que le HUB?
C’est un réseau de partage qui rassemble des organismes et personnes du milieu communautaire et de la recherche à travers le Québec, dans le but de partager et d’échanger.

À PROPOS DU HUB

DEVENEZ MEMBRE
ET RESTEZ INFORMÉ.ES